

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ACTIVITES
TOGO
www.pia-togo.com



La Boisson plus saine, plus sûre.

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300Fcfa

Journal des entrepreneurs **ECO & FINANCES**

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



UEMOA

Page 3

LE TAUX DES CRÉANCES S'EST ÉTABLI À 14,4% À FIN DÉCEMBRE 2022



Promotion de l'égalité femmes-hommes dans les communes du Togo

Un projet à hauteur de 255.823.230 F CFA lancé

Un projet de construction du centre de promotion féminine... Page 2

Semaine africaine de la microfinance

Les préparatifs sont lancés

Lomé, la capitale du Togo abritera cette année, du 16 au 20 oct ...

Page 3

Monde

Une crise financière internationale semble inévitable

Après la crise sanitaire et dans un contexte de tensions inflationnistes préoccupantes, ... Page 6

Page 4



OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Enchères publiques

17 conteneurs de la société CMA CGM TOGO mis en vente ce jour



ON RIT TU RIS, AS-TU PAYÉ TA TVM ?
REMY GAS CONTROLEUR
1^{ER} AVRIL 2023

OTR
REMY GAS CONTROLEUR
0000 www.rtg.tg



ASSISTANCE ROUTIERE

nous contacter sur notre numéro vert  N° Vert 80807070

Promotion de l'égalité femmes-hommes dans les communes du Togo

Un projet à hauteur de 255.823.230 F CFA lancé

Un projet de construction du centre de promotion féminine d'Ogou 1 et égalité femmes-hommes dans les communes du Togo a été officiellement lancé le mardi 28 mars 2023 à Lomé, par Yawa Kouigan, présidente de la Faïtière des Communes du Togo (FCT).

● Bernard AFAWOUBO



Cofinancé à hauteur de 390.000 euros, soit 255.823.230 F CFA par l'Union Européenne et l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) à travers le programme 2022 du Fonds Européen de Coopération, le projet de construction du centre de promotion féminine d'Ogou 1 et égalité femmes-hommes dans les communes du Togo est conjointement mis en œuvre par la Faïtière des Communes du Togo (FCT) et la commune Ogou 1 pour une durée de 24 mois.

Ledit projet qui vise la promotion de l'égalité femmes-hommes dans les communes du Togo, a pour ville pilote la commune d'Ogou 1 et celles de rayonnement, à savoir : Tône 1, Kozah 1, Tchaoudjo 1 et Zio 1. Ce projet a été officiellement lancé par la présidente de la Faïtière des Communes du Togo (FCT), Yawa Kouigan, au cours d'une réunion de cadrage qui a vu la participation des maires des communes concernées, du représentant du ministère de l'Action Sociale, de la Promotion

de la Femme et de l'Alphabétisation, de la représentante GF2D et des partenaires, afin de leur présenter le projet dans sa globalité, le comité de pilotage, la coordination du projet et de préciser les rôles et responsabilités de chaque partie prenante lors de la mise en œuvre, de partager et valider les outils de mise en œuvre du projet. A en croire Yawa Kouigan, présidente de la Faïtière des Communes du Togo, ce projet consiste à mettre en œuvre un certain nombre d'activités qui concourent à

la réalisation de l'ODD 5 (Egalité des sexes) et également de l'ODD 17 (Partenariat pour l'atteinte des objectifs de développement). « Il s'agit de faire en sorte que progressivement dans les collectivités territoriales, dans les maisons, les communautés à la base, dans les communes et à l'échelle du pays, la société togolaise progresse vers l'égalité » a-t-elle indiqué. Et de préciser que « Notre projet va donc consister pour une part importante, à construire dans la commune Ogou 1 un centre de promotion. Ce centre va essayer de façon modeste et très déterminée de niveler un certain nombre d'inégalités. Les femmes accèdent de façon précoce à l'emploi, simplement parce que vous voyez au bord de nos rues des jeunes filles qui vont faire du commerce avec leurs mères en raison de la prégnance de la pau-

vrete. Donc, il faut faire en sorte que ces femmes lorsque nous les prenons à un certain niveau et qu'elles recourent au centre ou aux interventions de la collectivité territoriale, puissent soit par le mode de l'alpha-

Nord du Togo

Les retombées d'un programme salvateur sur la vie des populations

« Améliorer l'accès équitable et durable à une éducation de qualité pour tous les enfants du nord du Togo », c'est l'intitulé du programme salvateur qui vient compléter la liste des autres projets innovants et très actifs mis en œuvre par les dirigeants pour tirer les habitants des zones septentrionales de l'extrême pauvreté.

Ce programme a permis d'accorder un financement de plus de 1,4 milliard de francs à l'éducation des enfants, 875,6 millions de francs à l'eau potable et hydraulique et 625 millions à la santé. Ainsi au bout de quelques années, l'impact sur la vie des bénéficiaires est nettement visible. Le but de la manœuvre est d'augmenter de fa-

çon conséquente l'accès équitable à une éducation de qualité et aux opportunités d'apprentissage dans un environnement sûr, sain et protecteur pour les apprenants, en particulier les enfants les plus marginalisés dans les localités ciblées. Comme escompté, le programme (déroulé de 2019 à 2022) d'un budget global de près de 03 milliards de francs CFA

enregistre des avancées. L'accès à l'eau potable ainsi qu'aux installations sanitaires dans les écoles, les établissements de soins de santé et dans les communautés voisines a été haussé. Au moins 9 000 enfants dont 4 662 filles sur une cible de 4 500 ont amélioré leurs conditions d'hygiène et d'assainissement, et ceci grâce à l'utilisation des latrines

réalisées dans 27 écoles. Par ailleurs, 55 comités de gestion de l'eau ont été mis en place et formés. Des capacités de construction des latrines à biogaz ont été renforcées, avec des écoles à cantine qui arrivent à utiliser le gaz de cuisine comme alternative au bois. Le programme a favorisé l'éducation inclusive, permis la rétention scolaire et

augmenter les taux de réussite de fin d'année. Le personnel soignant, les patients ainsi que les accompagnants des malades dans les centres de santé ont le bonheur de voir leurs conditions d'hygiène et d'assainissement s'optimiser grâce aux latrines réalisées dans 14 formations sanitaires. Les chiffres officiels font état de près de 50

000 personnes qui ont accédé à l'eau potable avec la réalisation de 55 forages équipés de pompes hybrides dans les écoles et formations sanitaires. Au niveau communautaire, plus de 55 000 personnes dont 28 212 femmes utilisent des latrines améliorées sur une cible de 30 000. Togodailynews.tg

ECO & FINANCES

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email : ecofinances.infos@gmail.com
Site web : www.ecoetfinances.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Édité par L'Agence de Presse ECO & FINANCES
N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Chef d'édition

Eyram AKAKPO
00228 93 64 07 85

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
SALLAH Patience
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction commerciale

00228 97 25 84 84

Graphistes

FOLIKOUE ATA K. Achille
DOS REIS A. Marie Goretti

Imprimerie

TOGO V.SPRINTS
Tirage: 3000

UEMOA

Le taux des créances s'est établi à 14,4% à fin décembre 2022

Selon le récent rapport sur la politique monétaire de l'UMOA, rendu public par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), le taux d'accroissement des créances sur l'économie, en glissement annuel, s'est établi à 14,4% à fin décembre 2022, après 16,5% à fin septembre 2022. Cette évolution est principalement portée par la baisse du rythme de progression des crédits bancaires au secteur privé (+3.407,5 milliards ou 14,3%) après une augmentation de 17,0% le trimestre précédent.

Les crédits accordés aux entreprises privées ont progressé de 14,7% et ceux octroyés aux ménages et aux institutions sans but lucratif au service des ménages ont évolué de 13,6%.

● Eyram AKAKPO

L'encours des crédits déclarés à la Centrale des risques bancaires de l'UMOA est estimé à 17.013,6 milliards à fin décembre 2022, contre 16.603,5 milliards à fin septembre 2022 et 15.372,5 milliards un an plus tôt, soit des hausses respectives de 2,5% en variation trimestrielle et 10,7% en glissement annuel. La part de cet encours dans les crédits à l'économie est évaluée à 56,9%.



L'encours total des crédits octroyés aux 400 plus Grosses Entreprises Utilisatrices de Crédits Bancaires (GEUCB) s'est établi à 8.421,3 milliards à fin décembre 2022, contre 8.247,3 milliards à fin septembre 2022 et 7.629,2 milliards à fin décembre 2021, soit des hausses respectives de 2,1% en variation trimestrielle

et 10,4% en glissement annuel. Rapporté aux crédits déclarés à la Centrale des risques bancaires de l'Union, il a représenté 49,5% à fin décembre 2022. Les concours octroyés aux 400 GEUCB ont représenté 29,4% des crédits à l'économie à fin décembre 2022, contre 29,6% à fin septembre 2022 et 29,2% à fin dé-

cembre 2021. Par pays, la part des crédits octroyés aux 50 GEUCB dans les crédits à l'économie atteint 58,1% en Guinée-Bissau, 43,6% au Bénin, 43,1% au Niger, 39,7% au Mali et 35,2% au Togo. Ce ratio ressort en dessous de la moyenne régionale en Côte d'Ivoire (23,4%), au Sénégal (25,5%) et au Burkina (27,7%).

L'analyse selon la maturité des engagements portés par les 50 GEUCB révèle que les crédits à court terme sont ressortis prépondérants par rapport à ceux à moyen et long terme. En effet, à fin décembre 2022, la part des ressources à court terme octroyées à l'ensemble des 50 GEUCB par pays s'est

située à 59,7%, contre 40,3% pour les crédits à moyen et long terme. Un an plus tôt, l'encours à court terme des 50 GEUCB par pays représentait 63,6% contre 36,4% pour les crédits à moyen et long terme. Sur le plan sectoriel, les gros risques sont concentrés à plus de 4/5 dans six branches d'activité, à savoir le «Commerce de gros» (28,4%), «Services fournis à la collectivité» (19,7%), «Industries manufacturières» (12,6%), «Bâtiments et travaux publics» (9,3%), «Assurances, Affaires immobilières, Services aux entreprises» (9,2%) ainsi que «Transports et communications» (9,0%).

L'encours des financements transfrontaliers au sein de l'UMOA en faveur de l'ensemble des plus gros utilisateurs de crédits de l'Union est estimé à 246,5 milliards à fin décembre 2022,

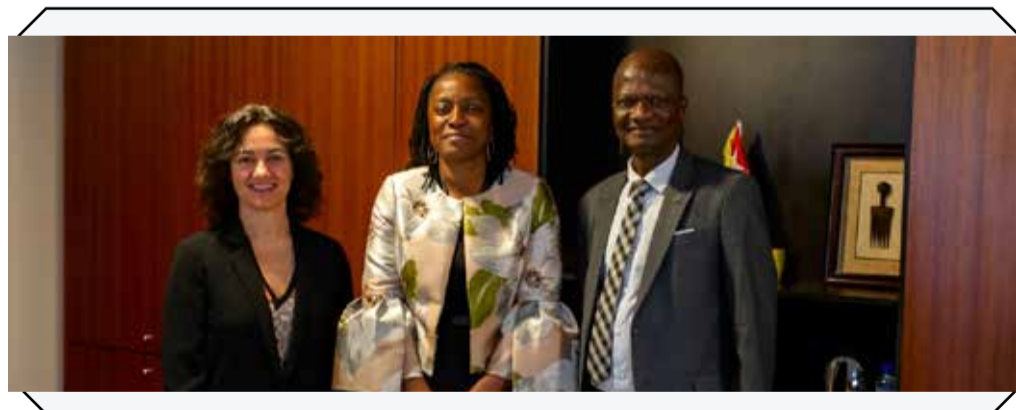
correspondant à 2,9% du total des gros risques contre 232,4 milliards à fin septembre 2022 (ou 2,8%) et 198,7 milliards un an plus tôt (ou 2,6%). Ils sont principalement accordés par les établissements de crédit du Burkina (30,2%), du Togo (26,8%), du Bénin (16,5%) et du Niger (14,3%). La qualité du portefeuille des banques et établissements financiers à caractère bancaire de l'Union s'est quelque peu améliorée au cours du trimestre sous revue, en relation avec une baisse du stock des créances en souffrance. Le taux brut de dégradation du portefeuille a fléchi de 1,3 point de pourcentage pour s'établir à 8,4% à fin décembre 2022. Le taux net s'est également amélioré de 0,7 point de pourcentage pour se situer à 2,9%.

Semaine africaine de la microfinance

Les préparatifs sont lancés

Lomé, la capitale du Togo abritera cette année, du 16 au 20 octobre, la 6ème édition de la Semaine africaine de la microfinance (SAM 2023).

● Eyram AKAKPO



Afin de mieux préparer cette rencontre, le ministère en charge de l'inclusion financière du Togo, le réseau Microfinance African Institutions Network (MAIN), et l'Appui au développement autonome (ADA), se sont réunis au cours du mois de fé-

vrier, au cœur de la capitale, pour entreprendre les démarches nécessaires à son lancement. Lors de cette rencontre, la ministre de l'Inclusion financière et de l'organisation du secteur informel du Togo Mazamesso Assih, a exprimé sa grande ambition

quant à l'ampleur que prendra l'évènement. « La SAM 2023 marquera, c'est l'espoir de tous les acteurs impliqués, une importante étape pour le développement et la stratégie du secteur de la finance inclusive dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest. Au

Togo, la thématique de l'inclusion financière est une priorité. Le taux de bancarisation est élevé par rapport aux pays voisins de la région. Nous partageons d'ailleurs notre expérience avec les acteurs régionaux dans la mise en place de bonnes pratiques. La SAM sera une belle occasion de réunir tous les acteurs importants pour une réflexion commune sur la stratégie régionale afin de faire avancer et faciliter le secteur », a-t-elle indiqué. Pour sa part, le réseau MAIN, dont le siège se trouve à Lomé, s'est également engagé à

collaborer de manière active avec le ministère pour le bon déroulement de l'évènement, notamment en mobilisant les membres de son réseau africain. « Nous sommes fiers d'accueillir la SAM 2023 au Togo, capitale de la microfinance africaine et berceau de la finance inclusive », a laissé entendre Yombo Odanou, président du MAIN. ADA, de son côté, co-organise la SAM depuis la première édition en 2013 afin de rassembler les acteurs et experts majeurs du secteur de l'inclusion financière et durable en Afrique en un seul lieu. En tout, près de 1 000

professionnels du secteur de la finance inclusive sont attendus en octobre au Centre international des conférences de Lomé pour participer pendant cinq jours aux divers événements et activités, ateliers, formations, conférence, foire aux investisseurs et village des innovateurs. Il faut souligner qu'au Togo, l'inclusion financière reste une priorité pour le gouvernement. Les efforts entrepris dans le secteur permettent au pays d'être le plus performant dans l'Uemoa, avec un taux qui s'est établi à 85,72% en 2021.

Enchères publiques

17 conteneurs de la société CMA CGM TOGO mis en vente ce jour



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

**AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
PAR AUTORITE DE JUSTICE**

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public qu'en exécution de l'ordonnance n° 624/2023 du 23 février 2023, il sera procédé à la vente aux enchères publiques de dix-sept (17) conteneurs de la société CMA CGM TOGO.

La vente aura lieu le jeudi 30 mars 2023 à partir de 09 heures 30 minutes et les jours suivants au Port Autonome de Lomé.

Conditions de participation à la vente

- 1- La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat ;
- 2- La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de vingt-cinq mille (25.000) francs CFA non remboursable contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port ;
- 3- Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication ;
- 4- Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté le montant des effets qui leur sont adjugés avant 17 heures 30 minutes du jour de leur achat, verront leur adjudication annulée.

La participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées.

Pour tout renseignement, veuillez-vous adresser à l'Etude de Me LITHOR Koamivi Atta, Commissaire-Priseur, sis à Totsi Gblinkomè, 4è Von à droite en allant vers la salle des Témoins de Jéhova, Tel : (00228) 90 02 35 73/ 97 23 39 57, Lomé-TOGO.

Fait à Lomé, le .24. MARS. 2023

Le Commissaire Général p.i.


Philippe Kokou B. TCHODIE

41, rue des Impôts - 02 B.P. 20823 Lomé - TOGO
Tél. : +228 22 53 14 00
e-mail : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Faciliter le commerce intra-africain

Afreximbank s'associe au Nigeria pour développer les voies navigables intérieures le long du cours inférieur du fleuve Niger

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank), dans son rôle de banque d'importance systémique et de défaillance du marché pour l'Afrique, a accordé une subvention de 350 000 USD et a tiré parti de son partenariat avec la Banque nigérienne d'import-export (NEXIM), le ministère fédéral des transports et la marine nigérienne pour faciliter la circulation des marchandises sur les voies navigables du Nigeria.

● Patience SALLAH



À cet égard, une étape majeure dans la quête pour libérer les énormes potentiels de transport sur les voies navigables du Nigeria a été enregistrée le mardi 16 mars 2023 avec le dévoilement des cartes de navigation du Bas-Fleuve Niger par l'Honorable Ministre des Transports, M. Mu'azu Jaji Sambo soutenu par, le Secrétaire du Gouvernement de la Fédération (SGF), M. Boss Mustapha. Le projet de cartographie a été rendu possible grâce à la subvention d'Afreximbank en reconnaissance de l'importance du transport par voies navigables intérieures et, par extension, du transport par voies navigables côtières, dans son mandat de promotion du commerce intra-africain. S'exprimant lors de l'événement, l'honorable ministre des Transports, M. Mu'azu Jaji Sambo, a salué le soutien d'Afreximbank par le biais de la subvention du transport par eau en tant que mode de transport le plus respectueux de l'environnement avec des avantages économiques importants, citant l'exemple des États-Unis d'Amérique où 60 % des produits agricoles transitent par les voies navigables intérieures. Il a salué

les efforts de toutes les parties impliquées dans l'activité et s'est engagé à faire progresser les activités ultérieures impliquées pour rendre possible la circulation des marchandises sur le cours inférieur du fleuve Niger, de l'arrière-pays vers les terres côtières. Afreximbank était représentée à l'événement par M. Remigius Nwachukwu, directeur du financement du commerce, Afrique de l'Ouest anglophone, qui a salué le leadership et la vision du professeur Benedict Oramah, président et président du conseil d'administration d'Afreximbank pour la réalisation de ce projet qui relève clairement du mandat d'Afreximbank dans la promotion, la facilitation et le financement du commerce intra et extra-africain. Afreximbank a également noté que l'infrastructure africaine existante était conçue pour acheminer les produits africains vers les marchés mondiaux et non pour faciliter le commerce intra-africain. Dans ce contexte, Le lancement des cartes de navigation fait suite à un projet d'enquête et de cartographie maritime exécuté par le consortium Sealink en collaboration avec la marine nigérienne, l'Autorité nigérienne des voies na-

vigables intérieures (NIWA) et Neximbank, qui a été financé grâce à la subvention d'Afreximbank. La cartographie de navigation a été entreprise par une équipe entièrement indigène de la marine nigérienne et de la NIWA. Le projet régional Sealink est une initiative de facilitation du commerce conçue pour combler le déficit d'infrastructure logistique critique afin de faciliter et d'approfondir les opérations sur les voies navigables intérieures et intra-côtières. Les cartes fournissent des informations sur les zones navigables et restrictions du chenal de la rivière et servent de tremplin pour atteindre un chenal navigable entièrement développé. La cartographie couvrait une distance de 456 km de Jamata, Lokoja à Burutu et a été approuvée par le Centre international pour les cartes électroniques de navigation après avoir satisfait aux normes de l'Organisation hydrographique internationale. Bien que d'autres travaux comme le dragage et l'enlèvement des épaves identifiées soient encore prévus sur le chenal, Un échantillon représentatif de dignitaires a assisté au dévoilement.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 28 mars 2023

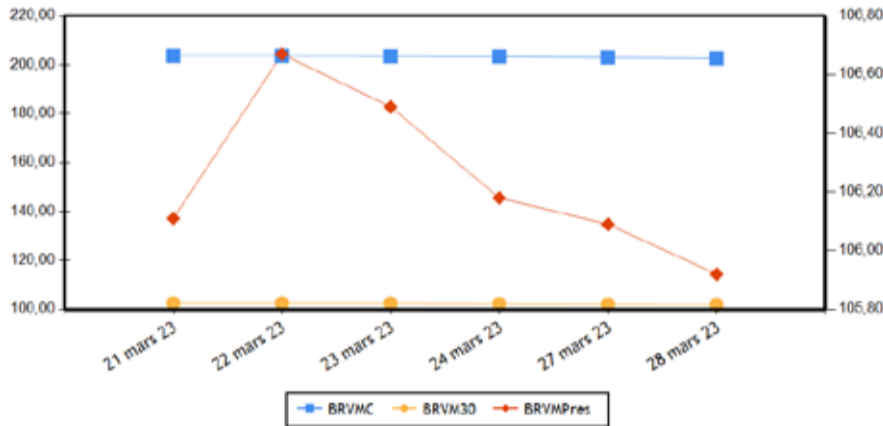
N° 62

BRVM COMPOSITE	202,65
Variation Jour	-0,19 %
Variation annuelle	-0,28 %

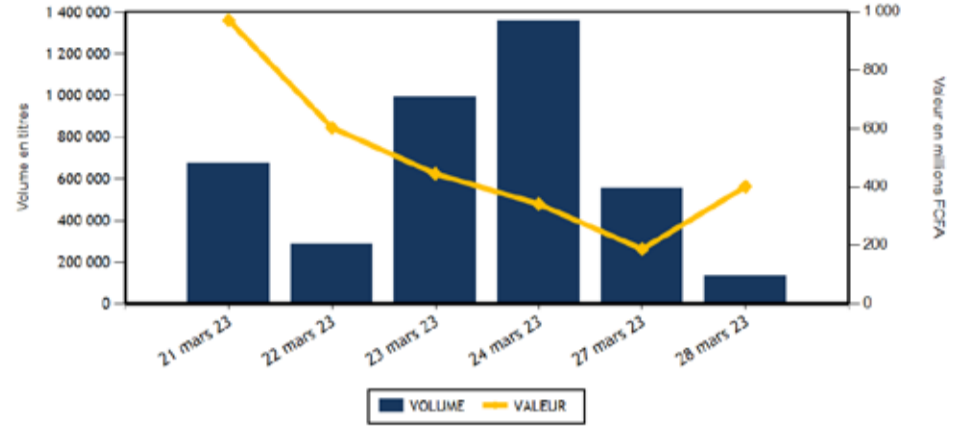
BRVM 30	101,81
Variation Jour	-0,21 %
Variation annuelle	1,81 %

BRVM PRESTIGE	105,92
Variation Jour	-0,16 %
Variation annuelle	5,92 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 538 990 157 690	-0,19 %
Volume échangé (Actions & Droits)	131 629	-76,21 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	388 531 170	108,74 %
Nombre de titres transigés	41	-6,82 %
Nombre de titres en hausse	5	-37,50 %
Nombre de titres en baisse	18	-5,26 %
Nombre de titres inchangés	18	5,88 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 092 021 967 505	-0,08 %
Volume échangé	1 395	1 191,67 %
Valeur transigée (FCFA)	13 399 441	1 193,94 %
Nombre de titres transigés	5	150,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	3	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	7 550	7,47 %	7,47 %
BERNABE CI (BNBC)	1 900	2,98 %	-5,00 %
SONATEL SN (SNTS)	15 790	0,57 %	3,88 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 175	0,08 %	6,74 %
PALM CI (PALC)	10 945	0,05 %	5,39 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	930	-7,00 %	-20,51 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 230	-5,02 %	-12,14 %
UNIWAX CI (UNXC)	740	-4,52 %	-3,90 %
SOGB CI (SOGC)	5 410	-3,82 %	-4,59 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 200	-2,04 %	-25,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	105,92	-0,16 %	5,92 %	83 309	171 401 305	6,16
BRVM-PRINCIPAL	36	95,76	-0,41 %	-4,24 %	48 320	217 129 865	9,24

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	98,58	0,51 %	-5,41 %	13 570	55 352 660	8,42
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	484,22	-0,02 %	-1,02 %	20 761	206 510 905	8,96
BRVM - FINANCES	15	76,93	-0,38 %	1,88 %	78 493	79 475 870	6,55
BRVM - TRANSPORT	2	354,83	-0,33 %	3,84 %	25	36 250	5,66
BRVM - AGRICULTURE	5	282,62	-1,08 %	-0,33 %	5 426	28 536 505	5,42
BRVM - DISTRIBUTION	7	357,72	-0,38 %	-0,23 %	13 220	18 478 280	25,28
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 295,58	0,00 %	10,53 %	134	140 700	12,61

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,79
Taux de rendement moyen du marché	7,58
Taux de rentabilité moyen du marché	7,67
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	531 866,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 047 663 324,80

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	5,11
Ratio moyen de satisfaction	6,65
Ratio moyen de tendance	130,12
Ratio moyen de couverture	76,85
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	6,93
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'état

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Grande distribution

Carrefour poursuit son expansion

Le groupe CFAO, allié de la chaîne de grande distribution Carrefour, dans le cadre de l'expansion de cette enseigne française en Afrique, annonce l'ouverture, le 29 mars 2023 à Douala, la capitale économique du Cameroun, d'un nouveau supermarché au quartier Logpom



. Construit sur une superficie de 2000 m², dont 750 m² de surface de vente, le supermarché Carrefour Market de Logpom a permis de créer 60 emplois. Selon le groupe CFAO, cette nouvelle enseigne offrira «plus de 1500 références made in Cameroun» sur ses étals. Avec ce nouveau supermarché, dont le montant

de l'investissement n'a pas été révélé, le couple CFAO Retail-Carrefour renforce son positionnement sur le marché de la grande distribution au Cameroun. En effet, l'enseigne de Logpom porte à sept le nombre de supermarchés et hypermarchés aujourd'hui opérationnels au Cameroun. Il s'agit à Douala des supermarchés

Carrefour Market de Bonamoussadi, Akwa, Douala Grand Mall et désormais Logpom; ainsi que du supermarché Supeco, une enseigne de cash & carry dont la première boutique a été ouverte au quartier Akwa en 2021. À Yaoundé, la capitale, CFAO Retail et Carrefour ont déployé l'hypermarché PlaYce de Warda et

Carrefour Market Ekié. Selon les confidences faites à Investir au Cameroun en juillet 2022, lors de l'inauguration de l'hypermarché PlaYce, par le directeur général de CFAO, Jean Christophe Brindeau, le supermarché Carrefour Market de Logpom inaugure la deuxième phase du déploiement de Carrefour au Cameroun qui sera réalisée sur 5 ans. Cette phase, apprend-on, englutira des investissements compris entre 30 et 40 milliards de FCFA. Elle fait suite à la première phase, qui a nécessité au moins

80 milliards de FCFA d'investissement. Selon M. Brindeau, c'est grâce aux dividendes de la première phase que la deuxième sera réalisée. Il est question d'ouvrir trois nouveaux supermarchés en 2023, dont deux Carrefour Market à Douala (Logpom et Bonabéri) et un supermarché Supeco à Yaoundé. Par la suite, Carrefour entend également se déployer dans la région de l'Ouest du Cameroun, notamment dans la ville de Bafoussam. Si elle vient diversifier l'offre étrangère dans la grande distribution

au Cameroun, où se déploient également des enseignes françaises telles que Casino et Super U, l'expansion de Carrefour dans le pays vient surtout durcir la concurrence avec les opérateurs locaux. En effet, comme ces locaux (Dovv, Santa Lucia, etc.), et à la différence de ses consœurs étrangères qui ne disposent que d'un nombre limité de centres commerciaux, Carrefour a adopté la stratégie de la proximité. En amenant ses supermarchés jusqu'aux portes des populations des différents quartiers.

Gabon

30 milliards FCFA pour réaliser des projets dans le secteur de la santé et des infrastructures

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a accordé une enveloppe de 50 millions de dollars, soit 30 milliards FCFA au Gabon, destinée à financer divers projets dans les domaines de la santé et des infrastructures.

La signature de convention a eu lieu ce 24 mars à Libreville, la capitale, entre Sidi OULDAH, directeur général de la BADEA et l'Etat gabonais représenté par les ministres en charge de la Santé,

Guy Patrick OBIANG NDONG, de l'Economie, Nicole Jeanine Lydie ROBOTY et des Infrastructures, Toussaint NKOUMA EMANE. De façon concrète, les projets dans le secteur de la santé sont liés à la

réhabilitation des structures sanitaires et le renforcement total du plateau technique dans les régions et départements sanitaires, ainsi que le déploiement des pharmacies hospitalières sur l'ensemble du territoire

gabonais. Pour ce qui est des infrastructures, il s'agit pour l'essentiel de l'aménagement des voiries urbaines. Cette signature de convention revêt une portée symbolique, d'autant qu'elle

“marque la reprise de la coopération entre le Gabon et la BADEA, qui souhaite accompagner le pays de manière efficace dans l'aboutissement du plan d'accélération de la transformation (PAT) en finançant

dans le futur d'autres projets”, souligne une note d'information publiée par le ministère en charge de l'Economie. En effet, depuis des décennies, il n'y a pas eu de partenariat actif entre les deux parties.

Monde

Une crise financière internationale semble inévitable

Après la crise sanitaire et dans un contexte de tensions inflationnistes préoccupantes, faut-il craindre une crise financière mondiale ?

Tout porte à le croire lorsqu'on analyse la philosophie globale, les méthodes et les outils de la finance conventionnelle. Sans oublier le décryptage des cycles économiques naturels. Les 8 points qui nous font craindre la survenance d'une crise financière mondiale sont présentés ci-après: 1-L'argent demeure toujours un output au lieu d'être un input dans les systèmes économiques. Ça reste toujours une fin en soi au lieu d'être un moyen au service de l'humanité.

2-La sphère financière de l'économie continue, avec ses composantes de spéculation, de volatilité boursière et de marchés à terme de saper la solidité des fondements de l'économie réelle. Il y'a trop d'instruments à risques qui circulent dans le monde. L'économie et l'éthique doivent pourtant aller de pair. 3 Les mauvaises réponses apportées par des banques centrales obnubilées par la lutte contre l'inflation risquent de fragiliser le tissu économique, au travers d'une contraction de

la consommation et de l'investissement ; sans oublier les impacts négatifs que fait peser l'amoindrissement des actifs des prêteurs sur leur solvabilité. Je n'oublie pas les effets pervers d'une augmentation des taux directeurs des banques centrales sur les capacités d'endettement des États. 4-De nombreuses initiatives novatrices et potentiellement génératrices de valeur ajoutée pour l'humanité, restent en marge des systèmes de financement. Une bonne partie de la po-

pulation mondiale de plus en plus pauvre n'a pas accès au crédit. 5 -L'immobilisation voire la thésaurisation de liquidités importantes dans des paradis fiscaux de plus en plus opaques et maintenant dans les pays en développement sapent les relances économiques nécessaires et accroissent les inégalités. 6-Les niveaux d'endettement de plus en plus élevés des agents économiques mondiaux particulièrement des États, dans un contexte de ralentis-

sement économique, rendent vulnérables les mesures de relance. 7-La déconnexion de la Russie du système financier international dans un contexte de forte interconnexion des économies laisse craindre un effet de contagion qui pourrait augmenter les actifs toxiques dans le monde. 8-L'entrée du monde depuis 2019 dans un cycle économique de dépression qui pourrait durer 7 ans selon mes anticipations. Dans un tel contexte de survie, le facteur consumma-

tion devrait être privilégié dans les politiques économiques. La vraie relance de l'économie mondiale et le retour à la prospérité devraient selon nos prévisions intervenir vers 2027. Autant de facteurs qui plaident en faveur d'une crise financière internationale. Le moment n'est-il pas venu de repenser un capitalisme prédateur et peu éthique ? Magaye GAYE Économiste International Professeur à l'Institut Supérieur de Gestion de Paris

Lutte contre la tuberculose

L'OMS intensifie l'initiative phare du Directeur général

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) annonce qu'elle étend la portée de l'Initiative phare du Directeur général de l'OMS sur la tuberculose à la période 2023-2027, afin d'accélérer les progrès visant à éradiquer la tuberculose et à parvenir à la couverture sanitaire universelle d'ici à 2030.

La tuberculose reste la maladie infectieuse la plus mortelle au monde. Elle tue 1,6 million de personnes chaque année et en affecte des millions d'autres, entraînant des répercussions considérables sur les familles et les communautés. La pandémie de COVID-19, conjuguée aux crises actuelles que sont les conflits armés, l'insécurité alimentaire, les changements climatiques et l'instabilité politique et économique, a anéanti des années de progrès réalisés dans la lutte contre la tuberculose. L'année dernière, pour la première fois en près de 20 ans, l'OMS a signalé une hausse du nombre de personnes atteintes de tuberculose et de tuberculose pharmacorésistante, ainsi qu'une augmentation du nombre de décès. « La tuberculose est évitable, traitable et curable, et pourtant ce vieux fléau qui afflige l'humanité depuis des millénaires continue de causer des souffrances et de tuer des millions de personnes chaque année », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. « L'OMS est déterminée à aider les pays à intensifier leurs efforts de lutte en élargissant l'accès aux services de prévention, de détection et de traitement de la tuberculose, dans le cadre de leur démarche en faveur de la couverture sanitaire universelle, et à renforcer leurs moyens de défense contre les épidémies et les pandémies. » L'initiative phare du Directeur général de l'OMS sur la tuberculose s'appuie sur les progrès accomplis et les enseignements tirés au

cours de la période 2018-2022. Elle vise à renforcer la prestation de soins de qualité aux personnes vivant avec la tuberculose grâce à un accès équitable aux diagnostics rapides recommandés par l'OMS, à un traitement plus court et entièrement oral de l'infection et de la maladie, et à un meilleur accès à la protection sociale et à d'autres innovations, y compris les outils numériques pour la santé. Cette initiative souligne qu'il est urgent de consacrer davantage d'investissements nationaux et internationaux aux services, à la recherche et à l'innovation en matière de tuberculose, et notamment à la mise au point de nouveaux vaccins. Elle appelle à reconnaître les services et programmes de lutte contre la tuberculose, en particulier dans les pays où la charge de morbidité de la tuberculose est élevée, comme une composante essentielle des systèmes de santé, car ils viennent étayer les soins de santé primaires ainsi que la préparation et la riposte aux pandémies. L'initiative phare du Directeur général vise à stimuler l'action multisectorielle et la responsabilisation pour s'attaquer aux principaux facteurs de l'épidémie de tuberculose : la pauvreté, la sous-alimentation, le diabète, le VIH, la consommation de tabac et d'alcool et les mauvaises conditions de vie et de travail, entre autres. Il est indispensable et particulièrement opportun d'élargir la portée de cette initiative au moment où les partenaires internationaux se préparent à la prochaine Réunion de haut niveau des Nations

Unies sur la tuberculose. Cette année, la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose a pour thème « Oui ! Nous pouvons mettre fin à la tuberculose ! ». L'objectif est de promouvoir l'optimisme et de favoriser un leadership de haut niveau, une hausse des investissements, l'adoption rapide de nouvelles recommandations de l'OMS et le renforcement des partenariats multisectoriels pour combattre l'épidémie de tuberculose. Dans le cadre de l'initiative phare du Directeur général, l'OMS et ses partenaires lancent un appel particulier à l'action, exhortant les États Membres à accélérer le déploiement des nouveaux schémas thérapeutiques plus courts et entièrement oraux recommandés par l'OMS contre la tuberculose pharmacorésistante. La tuberculose pharmacorésistante continue de poser un problème de santé publique urgent et fait payer un lourd tribut aux personnes touchées par la tuberculose, aux communautés et aux systèmes de santé dans le monde entier. En 2021, près d'un demi-million de personnes ont contracté une tuberculose multi-résistante ou résistante à la rifampicine (tuberculose MR-RR) et seule une personne sur trois a eu accès à un traitement. Dans les nouvelles lignes directrices de l'OMS sur le traitement de la tuberculose pharmacorésistante, il est recommandé de déployer rapidement le nouveau schéma thérapeutique BPaLM/BPaL. Ce dernier a le potentiel d'augmenter considérablement les taux de

guérison en raison de sa grande efficacité, d'être plus accessible grâce à son moindre coût, et d'améliorer la qualité de vie des patients puisqu'il s'agit d'un traitement entièrement oral bien plus court que les schémas traditionnels. « En 2023, saisissons l'occasion de faire avancer les travaux d'éradication de la tuberculose », a déclaré la Dre Tereza Kasaeva, Directrice du Programme mondial de lutte contre la tuberculose de l'OMS. « À l'occasion de la Journée

mondiale de lutte contre la tuberculose, l'OMS plaide pour un engagement politique ferme au plus haut niveau, une collaboration multisectorielle solide, y compris au-delà de la santé, et un système efficace de responsabilisation. Nous avons besoin que tout le monde – individus, communautés, sociétés, donateurs et gouvernements – fasse sa part pour éradiquer la tuberculose. Ensemble, oui, nous pouvons mettre fin à la tuberculose. » En septembre 2023,

l'Assemblée générale des Nations Unies convoquera trois réunions de haut niveau portant sur la couverture sanitaire universelle, la préparation et la riposte aux pandémies et l'éradication de la tuberculose. Il existe des liens évidents entre ces questions, et les chefs d'État délibéreront pour accélérer l'action menée, y compris en vue de mettre fin à la tuberculose.

O M S

Eliminatoires CAN 2023

Les Eperviers accrochés à domicile par le Burkina Faso

Les Eperviers du Togo ont été accrochés mardi au stade de Kégué par le Burkina Faso (1-1) en match comptant pour la 4^e journée des éliminatoires de la TotalEnergies CAN, Côte d'Ivoire 2023



Toujours pas de victoire pour le Togo dans ces qualifications. Mardi, les hommes de Paulo Duarte voulaient corriger le faux pas de Marrakech quelques jours plus tôt. Mais c'était mal engagé dès la 12^e minute avec une ouverture du score de Dango Ouattara après une frappe de Bertrand Traoré qui ricoche sur le poteau d'Ouro-Gneni. Les Eperviers bien installés dans leur match ne lâchent pas prise et vont égaliser à la 26^e minute. Sur une frappe de Klidje mal repoussée par Hervé Koffi, Kodjo Laba suit (1-1). C'est le score à la pause. Au retour des vestiaires, les Eperviers tentent en vain de prendre l'avantage. Ultime occasion, une tête mal cadrée d'Ismail Ouro-Ago-

ro à 5 mètres des buts sur un centre de Karim Dermene (88^e). Le score ne bougera pas. Le Togo rate une occasion de reprendre en main son destin dans ces éliminatoires mais garde des chances de qualification. Dans l'autre match du groupe, le Cap Vert a réussi à dominer Eswatini 1-0. Au classement, les Eperviers restent derniers avec 2 points derrière Eswatini. Le Cap Vert compte 7 points, tandis que le Burkina Faso (10 points) a validé son ticket pour la Côte d'Ivoire avec ce match nul. Prochaine sortie des Eperviers, en juin, face à Eswatini. Fiche technique Togo 1 vs 1 Burkina Faso Buteurs : Kodjo Laba 26^e, Dango Ouattara 12^e

Togo : Ouro-Gneni-Henen (Ouro-Bodi), Romao, Dakonam, Bessile – Amouzou (Ouattara), Aholou, Dermene – Bebou (Akate), Laba, Klidje (Ouro-Agoro) Déclaration Paulo Duarte : « Je félicite mes joueurs, je félicite le public aussi qui méritait une victoire ce soir. On souffre pour ce public et on regrette notre classement actuel. On regrette aussi le match de Marrakech. Sur deux matchs, on a presque 12 occasions de buts et on marque une fois. Si on ne gagne pas à domicile on ne peut pas se qualifier même si on a encore bien joué face à une grande équipe du Burkina Faso. Mais l'équipe progresse beaucoup et je pense qu'on y arrivera ». F T F - T O G O

du
26
AVRIL au
09
MAI

 CETEF-LOME
TOGO 2000

FESTIVAL INTERNATIONAL
LA MARMITE 2023

FESMA
De la ferme à l'assiette

APPEL AUX EXPOSANTS

**LA PLUS GRANDE
FOIRE/ EXPOSITION
DE LA RESTAURATION ET
DE L'AGRO - ALIMENTAIRE**

+ 50 000
visiteurs attendus

- Une ambiance quotidienne entretenue sur le site
- Une promotion offerte pour vos produits et services
- Une visibilité garantie pour votre entreprise

RESERVEZ VOTRE STAND MAINTENANT



www.festivalamarmite.com

+228 90 11 05 06 / +228 70 17 09 93 / +228 79 94 77 91